

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 259
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
28 janv. au 10 fév. 1978

Internationalisme prolétarien contre euro-chauvinisme

La mise en garde américaine contre la participation des « communistes » aux gouvernements d'Europe occidentale a soulevé une tempête d'indignation dans tout l'éventail de la politique bourgeoise. Après les faux pas de Lecanuet, pour qui cette position n'était qu'une « information », et de de Guiringaud, qui avait affirmé qu'il n'était pas « anormal » que Washington donne son

« opinion » sur ce sujet, Giscard et Barre ont dû répondre en écho à Marchais, Mitterrand et Chirac, qui criaient à l'« inadmissible ingérence dans les affaires intérieures de la France », par des protestations publiques : « le gouvernement français n'aime pas recevoir des conseils en ce qui concerne la politique qu'il mène », ont-ils affirmé.

Mais quel est le sens de ces protestations ? Barre lui-même le révèle lorsqu'il dit (RTL, 14 janvier) que « la France s'efforce — et le peuple français l'a compris — de se mettre dans une situation telle qu'elle ne reçoive pas de conseils ou qu'elle n'ait pas un beau jour à être soumise à des pressions de quelque ordre que ce soit ». Elle s'efforce, mais il est clair que le résultat n'est pas historiquement garanti ! Et cette déclaration prend d'autant plus de saveur qu'elle émane de quelqu'un dont on connaît l'appartenance à la Commission trilatérale, où figurent Carter, Brzezinski et autres !

Il y a une sorte de parallélisme entre l'attitude de la bourgeoisie européenne et de la bourgeoisie américaine d'un côté, et celle des dirigeants « ouvriers » et de leur bourgeoisie de l'autre. Ces derniers en appellent d'autant plus au « droit », à la « non-ingérence » policière de la bourgeoisie dans les luttes ouvrières, qu'ils lui promettent de contrôler ces luttes de l'intérieur, par les mensonges qu'ils prodiguent à la classe ouvrière. Sans l'influence de ces lieutenants ouvriers de la bourgeoisie dans les rangs prolétariens, sans le consensus social qu'ils apportent, la démocratie ne tiendrait pas une seconde. De même, les protestations d'indépendance des politiciens européens con-

tre l'Amérique sont d'autant plus fortes qu'ils se chargent, en fin de compte, de maintenir de l'intérieur, nationalement, l'adhésion aux objectifs communs. Sans le consensus atlantique qu'ils garantissent, le libéralisme de l'Ouest ne tiendrait pas une seconde.

De même que la démocratie repose sur la capacité de la bourgeoisie de corrompre les bureaucraties ouvrières et des couches entières d'ouvriers, de même le libéralisme occidental repose sur la capacité de l'Amérique d'acheter les bourgeoisies européennes et tout leur personnel politique. Réciproquement, de la même manière que le fascisme a imposé la collaboration des classes par la contrainte, le stalinisme n'a d'autre solution à l'Est, par manque de réserves capitalistes, que d'imposer la cohésion de ses alliés par la force ouverte.

Le parallèle entre la démocratie et le libéralisme atlantique tient encore quand il s'agit de l'utilisation de la force. De la même manière que la démocratie n'est que l'amortisseur politique derrière lequel se cache le renforcement régulier et continu de l'Etat bourgeois, de sa bureaucratie, de sa justice, de sa police et de son armée, de la même manière, le libéralisme atlantique n'est que le voile du renforcement toujours plus formida-

DANS CE NUMERO

- Le centrisme et le gouvernement de gauche
- Rupture de l'équilibre en Asie
- Davantage de police « dans l'intérêt des ouvriers » !
- Syndicats ; Immigration

ble du dispositif de contrainte militaire, prêt non seulement à se déchaîner sur l'adversaire, mais aussi sur tout allié du même camp qui pousserait trop loin ses tendances centrifuges ou tout pays bouleversé par une tourmente sociale, le jour où la corruption deviendrait insupportable et inopérante.

Ce parallèle permet ainsi de comprendre le jeu du réformisme, qui a laissé

(suite page 2)

Impérialisme français hors d'Afrique !

● L'intervention au Sahara

Tandis que les avions Jaguar poursuivent, à partir de la base d'Atar en Mauritanie, leur repérage électronique du Sahara et créent ainsi les conditions d'une intervention militaire d'envergure contre le Polisario, si besoin s'en fait sentir, les forces d'intervention françaises « épaulent » selon la version officielle les forces mauritaniennes contre les colonnes sahraouies.

Parallèlement, l'armement du Maroc s'intensifie. Selon *Afrique-Asie* du 23-1-78, « Ports et aéroports marocains sont réquisitionnés vingt-quatre heures sur vingt-quatre par les forces armées royales (FAR). Bateaux et cargos « amis », français notamment, y déversent depuis des semaines leurs cargaisons de matériels militaires de tout type et de tout calibre. En priorité absolue. L'activité civile du port de Casablanca est réduite à néant, ou presque. Les quais sont encombrés d'énormes caisses d'armes et de munitions, en dépit des rotations ininterrompues, de jour comme de nuit, des véhicules militaires chargés de les enlever. A ce rythme, l'arsenal des F.A.R. sera sous peu multiplié par deux ou trois. Déjà, une partie des cinquante « Mirage » acquis en France et acheminés fin octobre sont à pied d'œuvre depuis la première quinzaine de décembre ».

De plus, ce qui était à prévoir se passe en Mauritanie. Pour prix de son partage du Sahara espagnol avec le Maroc, ce pays se voit soumis à un véritable condominium militaire franco-marocain. Un épisode rapporté par la même revue mérite d'être signalé : « De nouveaux contingents des F.A.R. sont allés prendre position en Mauritanie le long de la voie ferrée Zouérate-Nouadhibou. Les derniers bataillons mauritaniens ont été chassés, sans égards, du terminal de Nouadhibou pour faire place nette aux occupants chérifiens. Ils ont tenté une brève résistance, quand ils ont su qu'on voulait les dépêcher vers l'Est. En vain. Les mutins ont été rapidement maîtrisés et les « meneurs » jetés pour « indiscipline » dans on ne sait quel cachot ».

(suite page 2)

RÉUNIONS PUBLIQUES

● A STRASBOURG

Le vendredi 3 février, 20 h 30, Maison des Syndicats, 1, rue Sédillot

Bas les pattes du Maghreb !

● A PARIS

le vendredi 10 février, 20 h 30, salle de l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris (métro Alexandre-Dumas),

et à GRENOBLE

le jeudi 16 février à 20 h 30, salle Millet

Ou préparation électorale ou préparation révolutionnaire

● A LAUSANNE

Le samedi 18 février, 10 heures, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage, à droite - « Atelier »)

Terrorisme et communisme

Le PSU et la triple alliance suiviste (LCR-OCT-CCA) :

A la poursuite du gouvernement de gauche

La campagne pour les législatives, commencée depuis un bon nombre de mois, aura confirmé ce qui n'est qu'un apparent paradoxe, à savoir que les partisans les plus acharnés (bien que « critiques ») d'un gouvernement d'Union de la Gauche sont, surtout depuis la rupture provisoire de celle-ci, ceux-là mêmes qui prétendent appeler à la révolution et condamner la voie réformiste.

Le PSU, courroie de transmission du réformisme

A l'extrême droite de cette chaîne, le PSU joue tout naturellement le rôle de courroie de transmission du réformisme en direction de l'extrême gauche que lui facilitent ses origines, sa composition hétérogène, les liens multiples qu'il entretient avec l'un comme avec l'autre (cf. *Le Prolétaire*, n° 258).

L'année dernière, marquée par les élections municipales et, déjà, par le mirage des fatidiques législatives, aura constitué une étape importante dans son évolution. Les thèses adoptées à Strasbourg, à son dixième Congrès, sanctionnaient l'abandon des vagues oripeaux marxistes qui pouvaient encore l'affubler, et un tournant décidé dans le sens du ministérialisme, de la participation pure et simple à la gestion de l'Etat bourgeois, bref du réformisme classique :

« Les révolutionnaires pour l'autogestion récusent le vieux rêve de l'affrontement unique [l'insurrection, quelle utopie !] mené par

une minorité [le Parti, fi donc !] prétendant représenter les aspirations des travailleurs [...]. L'occupation de l'Etat bourgeois et sa démocratisation constituent des moyens d'action [sic] qui pourront peser dans le processus que nous voulons engager ». Certes, « il ne suffit pas d'occuper l'Etat pour que celui-ci engage la dynamique de transition vers le socialisme [vous avez bien lu : l'Etat bourgeois « engage la dynamique »...]. Si les lieux de pouvoir ne sont pas l'objet d'une transformation radicale, ils risquent [sic] de devenir des forteresses de la bourgeoisie ». Le corollaire s'impose de lui-même : « si » les « lieux de pouvoir » sont radicalement transformés, ils deviendront des « forteresses » du prolétariat... L'agent de cette transformation miraculeuse ? Ce sera évidemment — quoique, comme le précise un amendement, « cette question ne [soit] pas aujourd'hui d'actualité » — le PSU, ou plutôt (pardon !) les « autogestion-

naires », dont le rôle sera « d'infléchir l'axe politique de la coalition » gouvernementale, en permettant d'y établir « un compromis provisoire et fragile entre une ligne de collaboration et une ligne plus nettement anti-capitaliste », après quoi une simple chique-naude permettra, toujours grâce à la mobilisation populaire, le bascul final.

Ayant ainsi brillamment défini la « voie autogestionnaire » au socialisme (autogestion... de l'Etat bourgeois, plus mobilisation populaire), le PSU devait tout naturellement découvrir que « certaines propositions » du Programme Commun étaient « intéressantes » et pouvaient constituer « un premier pas vers le contrôle populaire ». Et d'abandonner toute critique de fond à l'égard d'un programme auquel il ne reprochait plus que de ne pas tenir suffisamment compte de la « dynamique engagée en 1968 », c'est-à-dire, comme on l'a compris, du PSU lui-même.

(Suite page 3)

CGT-CFDT

Que personne ne bouge !

« Pas de répit d'ici les élections », titre belliqueusement la CFDT dans *Syndicalisme-hebdo* du 19 janvier 1978... Il n'y a pas eu de répit ni de faille, en effet, dans l'action de sabotage menée par les directions syndicales contre les mouvements commencés en décembre.

A l'EDF-GDF, à la SNCF, chez Michelin, des sursauts de colère ouvrière auraient pu être l'amorce de cet « élargissement de la combativité » que les bonzes feignaient hypocritement de souhaiter à la veille de la grève nationale du 1^{er} décembre.

A l'EDF, la « trêve des confiseurs » s'est naturellement transformée en abandon de l'action. Après avoir fait dépendre la reprise de la grève d'une table ronde patronale dont ils savaient parfaitement qu'elle n'aborderait pas la question des salaires, les bonzes CGT ont prétendu qu'un élément nouveau était intervenu avec une proposition patronale de discussion sur... l'éternel réaménagement de la grille des salaires, revendication-écran que la CGT essaie toujours de substituer aux revendications salariales directes. Là-dessus, la CGT a lancé pour le 31 un « référendum de lutte » (tremblez, possédants, devant des armes aussi tranchantes !) : comme le dit *Le Monde* du 12 janvier « tout cela durera bien jusqu'au mois de mars »...

Chez Michelin, c'est encore l'urne à la main que la CGT a mené sa campagne de reprise, avec le vote à bulletin secret, morcelé par ateliers, et ce soi-disant respect pour la « volonté des travailleurs » (à condition qu'elle s'exprime dans les formes) qui consiste à ne donner aucune directive positive et à laisser inemployée jusqu'au découragement l'énergie combative qu'attestaient les débrayages spontanés dans toute la région.

Et la CFDT ? Eh bien, elle se dit ici ou là « déçue », amère, et les observateurs (de « gauche » surtout, les autres savent à quoi s'en tenir !) de guetter des signes d'une division plus profonde entre les deux centrales. Peine perdue ! Les instances nationales de la CFDT après la réunion inter-syndicale du 11 jan-

(suite page 4)

(suite de la page 1)

tombé le voile peu seyant du stalinisme pour celui, bien terne, de l'eurocommunisme. Mais il est vrai qu'il n'a pas le choix...

La détente a permis cette évolution, dictée par l'attachement solide de chacun à sa bourgeoisie, à son Etat national. Pour des partis qui ne s'étaient jamais si bien trouvés dans leur peau que lorsque les intérêts de leur bourgeoisie coïncidaient avec ceux de l'Etat russe (pour le PCF 1936-38, 1941-47), ou alors se trouvaient en porte-à-faux, la détente a permis d'accélérer une évolution d'éloignement vis-à-vis de la Russie. La seule référence qui compte pour eux, aujourd'hui, n'est plus la défense de la Russie — il n'y aura bientôt plus que les trotskystes pour la revendiquer ! — mais celle de « leur » Etat ; et la participation à l'OTAN est considérée par eux non seulement comme un fait acquis, mais même, en Italie et en Espagne, comme une condition *sine qua non* d'une expérience démocratique.

Il n'y a là qu'un reflet dans le domaine international de la démocratie dans le domaine intérieur. Quand on s'est vendu à sa bourgeoisie, n'est-il pas aussi normal que l'on se vende aussi aux maîtres de sa bourgeoisie ?

Même pour le PCF, l'« amitié avec la Russie » n'est plus considérée que comme la conséquence du besoin d'une alliance anti-allemande. Mais en tout état de cause, son opposition à Washington n'a de réalité que dans les limites des tendances anti-germaniques de la bourgeoisie française pour l'heure submergées par le grand rapprochement franco-américain et la tentative de compromis avec lui en Afrique et en Méditerranée, mais cette opposition est dictée aussi par l'évolution de l'Allemagne, qui reste une grande inconnue.

C'est ainsi que si la détente a entraîné tous les PC d'Europe dans le même courant, la tension Est-Ouest renaissante crée une certaine différenciation entre eux. Tandis que le PCE et le PCI s'intègrent avec aisance dans la campagne des

« droits de l'homme » de Carter comme instruments d'agitation contre le totalitarisme russe, la position du PCF est plus malaisée : tandis qu'il entre à petits pas dans cette campagne, il est toujours obnubilé par la politique gouvernementale d'alliance avec l'Allemagne, ce qui l'oblige à des embardées dans son évolution et dans sa marche vers une intégration harmonieuse dans la « vie politique nationale ».

Si la bourgeoisie s'interroge donc sur la participation directe des PC occidentaux au gouvernement et sur le moment où cette participation pourrait être la plus efficace, les hésitations de la position de Carter sur ce problème répondent ainsi dialectiquement aux incertitudes du cours contradictoire du PCF.

Mais le parallèle entre démocratie et libéralisme atlantique ne vaut que pour l'alignement des forces bourgeoises. Et encore ! On peut bien imaginer le passage d'une bourgeoisie — allemande ou la japonaise, et c'est bien là un sujet de préoccupation pour toute la politique américaine — dans le camp adverse, mais sûrement pas celui d'un secteur bourgeois, ou même d'un pan de la bureaucratie ouvrière, comme se l'imaginent respectivement l'opportunisme maoïste, ou trotskyste, ou le spontanéisme de type OCT — dans le camp de la lutte prolétarienne.

Que conclure du fait que l'Amérique dispose de la politique bourgeoise en Europe ? Que le monde est devenu trop petit pour le capitalisme, que l'internationalisation du capital pousse au paroxysme les tendances à la domination même des impérialismes les plus petits, et qu'il est urgent d'en finir avec le capitalisme, et donc de préparer *dès aujourd'hui* les conditions de la révolution. Or une condition pour le prolétariat ici, notamment dans un pays qui tient une partie de l'Afrique sous sa coupe, c'est de *lutter avant tout contre « son » impérialisme*.

Le réformisme social-chauvin a fait grand tapage à propos de l'« intervention américaine dans les affaires françaises », mais il l'a fait au moment même où Gis-

card se trouvait en Côte d'Ivoire, « vitrine » des chasses gardées françaises en Afrique, sur lesquelles il n'a par contre rien dit. Il se plaint de même beaucoup de ce que 10 % de l'industrie française soit aux mains de l'Amérique, mais il oublie d'agiter parmi les prolétaires d'ici leurs devoirs envers les prolétaires et les paysans pauvres d'Afrique où, si l'on prend justement l'exemple de la Côte d'Ivoire, 41 % des capitaux appartiennent à l'impérialisme français !

La gauche et l'extrême gauche remplissent des salles pour protester contre les « manquements aux libertés » en Allemagne ou pour protester contre l'impérialisme américain, mais elles dépensent beaucoup moins d'énergie pour appeler à la lutte sur un terrain prolétarien contre les exactions françaises au Zaïre, en Mauritanie, à Djibouti, au Tchad et ailleurs !

L'impérialisme américain est bien le gendarme du monde et l'ennemi le plus puissant de la révolution prolétarienne dans le monde entier. Mais on ne peut parer ses coups et l'abattre victorieusement en s'appuyant sur des forces qui ont depuis un siècle subordonné leur conduite et même leur sacro-saint principe d'indépendance nationale à leur haine anti-prolétarienne, et en renforçant l'Etat de notre ennemi le plus immédiat, même s'il en est de plus coriaces. On ne peut le faire sans l'effort le plus insistant pour entraîner dans la lutte le prolétariat américain lui-même, sans lequel toute victoire durable de la révolution prolétarienne est impensable.

Et de ce point de vue, le prolétariat d'Europe, qui trouvera *malgré tout* plus de liberté de mouvement que le prolétariat d'Amérique, doit aider ce dernier par l'exemple en montrant qu'il est capable d'être *indifférent* au fait d'être exploité par l'une ou l'autre des bourgeoisies impérialistes, et qu'il est capable d'apporter la *solidarité de classe la plus résolue aux luttes dirigées contre sa propre bourgeoisie*, dans les pays qu'elle opprime. Voilà ce pour quoi les communistes internationalistes luttent en Europe.

Internationalisme prolétarien

Davantage de police, « dans l'intérêt des ouvriers » !

La municipalité de Vitry, fief incontesté du PCF, réclame depuis longtemps un commissariat pour sa bonne ville, peuplée d'une forte proportion d'ouvriers dont beaucoup sont des immigrés.

Récemment le passage à tabac de quelques flics par une bande de loubards justement révoltés par les tracasseries incessantes de la police a été l'occasion d'une véritable campagne d'intimidation par des policiers, mitrailleuse au poing.

C'est l'occasion qu'a choisie le PCF pour relancer sa campagne pour la « sécurité publique ». Inutile de s'appesantir sur les mensonges qu'il sort pour justifier son ignoble revendication. En réalité, ce parti montre bien là son vrai visage : devant le déchaînement de toutes les calamités qu'entraîne le capitalisme dans la vie quotidienne, il ne trouve rien d'autre que la bonne vieille recette bourgeoise : *davantage de répression* !

Comment la classe ouvrière pourrait-elle se défendre en renforçant l'Etat bourgeois, constitué pour la maintenir en esclavage ?

Un fait réjouissant, néanmoins : devant les réactions d'une partie de la salle, influencée notamment par l'extrême gauche (LCR, OCT, PCR, HR, etc.), le PC a été obligé d'interrompre son meeting du 18 janvier consacré à sa noble croisade.

Mais l'extrême gauche est bien incapable de dénoncer la collusion ouverte entre le réformisme et l'Etat et de montrer la nécessité d'opposer à l'organisation de la bourgeoisie et au renforcement de sa police l'organisation du prolétariat, à la violence légale et paralégale de la bourgeoisie une véritable *autodéfense ouvrière*.

Bien au contraire, elle ne sait que lancer des torrents de lamentations sur les méfaits de la police pour la population en général. Ce faisant, elle laisse, quoiqu'elle s'en défende, la porte ouverte à toutes les tentatives de récupération par les bonnes âmes du réformisme éducationniste, qui n'ont d'autre effet que de panser les plaies de la jeunesse prolétarienne sans jamais pouvoir s'attaquer à leurs causes, et ce par toute la gamme des dérivatifs sportivo-boy-scouto-culturalo-rééducateurs qui visent à tarir la révolte de la jeunesse en la préservant de l'organisation de classe et en laissant par conséquent à la police le loisir de matraquer sans riposte ceux qui n'auraient pas compris les bienfaits de cette médecine servile.

Mieux encore. L'extrême gauche fait appel, pour « lutter contre l'installation du commissariat », aux juges « de gauche » du MAJ et aux syndicats de policiers naturellement « de gauche », ces appendices démocratiques de l'Etat, propres à paralyser par leurs boniments doucereux les élans qui se portent contre lui.

C'est ainsi que le réformisme ayant l'occasion d'être précipité par la porte, l'extrême gauche prépare son retour en lui ouvrant la fenêtre...

Travailleurs immigrés :

Solidarité contre l'offensive bourgeoise !

Le CNPF, par la voix de son vice-président Ambroise Roux, a prôné en Assemblée Générale le 18 janvier le renvoi d'un travailleur immigré sur deux, pour ramener d'ici à 1985 le nombre des travailleurs immigrés exerçant un emploi de 2 millions à 1 million, par une action « prudente, progressive, mais constante ».

Diviser pour régner, c'est la devise de la bourgeoisie, qui consolide sa domination sur la concurrence que le capitalisme crée entre les ouvriers, et qu'elle attise par tous les moyens dont dispose son Etat.

En attaquant la fraction la plus vulnérable du prolétariat, tout en donnant l'illusion à la fraction « nationale » de la classe que son statut lui garantit pour l'avenir ses maigres privilèges actuels (voir le programme

social concomitant du CNPF : « priorité à l'emploi »), la bourgeoisie espère paralyser la riposte ouvrière contre sa pression renforcée sur tout le prolétariat dans les prochains développements de la crise capitaliste.

Elle s'appuie sur les préjugés racistes et xénophobes qu'elle a distillés dans le prolétariat métropolitain au cours de longues décennies de brigandage impérialiste, pour tenter de perpétuer impunément ses manœuvres de division, en diffusant à grand renfort de tous ses moyens d'information le mensonge réactionnaire selon lequel les prolétaires immigrés ôtent le travail des mains des prolétaires français (alors que le rapport officiel Le Pors a démontré que si l'on renvoyait en un an 150.000 travailleurs étrangers,

(suite page 4)

Impérialisme français hors d'Afrique !

(suite de la page 1)

L'idylle franco-marocaine, fondée sur le pillage de la région, son contrôle stratégique dans le cadre atlantique, pour la répression de la résistance sahraouie et le combat des prétentions algériennes dans la région tiendra-t-elle ? Le Maroc vise tout simplement à avaler la Mauritanie et à se la partager avec le Sénégal — ou sans lui ! —, tandis que la France vise à maintenir là un Etat à sa botte afin de contrôler à son profit l'équilibre entre le Maroc et l'Algérie. Quoi qu'il en soit, l'impérialisme français ne peut que s'engager toujours davantage dans cette région.

Il en découle pour nous la nécessité d'une propagande et d'une lutte constantes contre son intervention criminelle.

● Dédoulement de l'impérialisme français

Tandis que le gouvernement lance ses spasss contre la résistance sahraouie et se dispute avec l'Algérie, l'opposition est là pour panser les plaies des classes dominantes africaines et préserver les intérêts impérialistes inévitablement piétinés par la politique française du jour. Cela fait partie d'une longue tradition, et il faut dire qu'elle a son efficacité.

C'est ainsi que, vingt ans après son rétentissement NON à la « communauté » de de Gaulle, la Guinée de Sékou Touré revient dans le giron de l'impérialisme français. Il faut dire que là, l'opposition loyale n'a pas ménagé ses efforts. Combien de voyages les dirigeants du PC, du PS, et même de la CGT n'ont-ils pas effectués dans ce petit pays ? Il est vrai que cela en vaut la peine. La Guinée devrait être cette année le premier producteur et exportateur mondial de bauxite et devrait devenir en 1980 le premier exportateur mondial de minerai de fer. De quoi intéresser même des philanthropes ! Surtout lorsqu'ils pensent « français » et que l'U.R.S.S. entretient des coopérants qui permettent à la Guinée de faire travailler les capitaux français et américains ! L'opposition a d'ailleurs fait miroiter tant de promesses, qu'à chaque élection Sekou Touré faisait dire des prières pour Mitterrand dans les mosquées du pays.

C'est Giscard et non Mitterrand qui fera le voyage officiel de la réconciliation totale. Cela ne change rien au fait que c'est bien l'impérialisme français qui est le gagnant !

● Le cynisme des « philanthropes »

Pour Gaston Defferre (voir *Le Monde* du 12 janvier), la politique du gouvernement en Afrique n'est pas bonne : « Le système des pactes bilatéraux avec les pays africains, défendus au coup par coup par des interventions armées, ne peut réussir durablement ». En effet « nous ne disposons ni de la rapidité de décision, ni de la rapidité d'exécution, ni des moyens économiques et militaires suffisants pour l'emporter ». A cela il oppose une « politique de paix [qui] consisterait pour un gouvernement de gauche, par exemple, à proposer à toutes les puissances européennes et mondiales une vaste conférence pour étendre à l'Afrique la politique de détente, arrêter l'escalade, discuter autour d'un tapis vert les droits de chacun et les faire reconnaître par tous ».

Si Defferre se prononce donc contre les interventions militaires et pour le droit à l'autodétermination des Sahraouis, lui, l'auteur de la loi-cadre qui a donné sa configuration à l'Afrique francophone d'aujourd'hui, ce n'est évidemment pas parce qu'il serait contre la violence impérialiste. C'est uniquement parce que, selon lui, l'impérialisme français n'a plus les moyens de l'efficacité de cette violence. Aussi propose-t-il aux autres impérialismes un repartage... pacifique !

En réalité les repartages pacifiques s'appuient sur la force des armes. Et si une conférence devait se réunir pour se repartager l'Afrique, elle serait encore moins « pacifique » que celle dont elle fêterait le centenaire, celle qui donna en 1884 le signal de la curée sur l'Afrique !

Erratum

Une erreur de transcription a rendu un passage de la note : « En marge du Congrès du MPLA : l'engrenage de la modération » parue dans le numéro 256 (17 au 30 décembre 1977) du *Prolétaire* absolument incompréhensible.

Il fallait lire : « la répression que le MPLA lui-même a exercé... » contre le « complot » de son aile la plus radicale, non encore discréditée aux yeux des couches prolétariennes, celle de Nito Alves » et non, comme cela a paru : « contre le « complot » de son aile prolétarienne la plus radicale de Nito Alves ».

A la poursuite du gouvernement de gauche

(suite de la page 1)

L'entrée du PSU dans l'Union de la gauche à l'occasion des élections de 1977, et les strapontins de conseillers municipaux qu'il a alors ajoutés à son actif, n'ont été que la sanction logique de la reconnaissance par le PC et le PS de son rôle dans la grande famille réformiste: quoi de plus commode que ce partenaire marginal pour rabattre dans leurs filets électoraux les voix non seulement de franges individualistes, autogestionnaires, écologistes, etc., de la petite bourgeoisie, mais aussi de travailleurs commençant à être dégoûtés des trahisons du PC?

La querelle des deux grands de l'opportunisme aura rendu le PSU à un semblant de vie autonome, et à sa raison d'être de toujours: l'activité « sans relâche [...] pour la construction de l'unité » pour « rompre le cercle vicieux des seuls rapports entre le PCF et le PS », et pour préparer la « mobilisation populaire [qui] sera immédiatement nécessaire pour exiger la constitution d'un gouvernement représentatif des travailleurs sur la base d'un programme qui réponde à leur attente » (résolution de la DPN, Tribune socialiste, n° 770, 19-25 janvier 1978).

Peu à peu réduit, de scission en scission, à ce que Rocard appelle un « cadavre » et

qui est bien, en fait, un cénacle de gestionnaires archi-parlementaristes et archi-réformistes, le PSU actuel a malgré tout gardé de sa phase romantique assez de thèmes et de phraséologie populistes et autogestionnaires pour servir de point de référence implicite à une bonne partie de la soi-disant extrême-gauche. C'est bien, entre autres, sa démagogie participationniste (avec les fadaïses habituelles sur la « vie démocratique » au niveau des municipalités, le « contrôle populaire » sur les « lieux de travail et de vie » et autres tartes à la crème de l'intellectualisme petit-bourgeois) qui permet au PSU de jouer son rôle spécifique. Semant l'illusion que la « mobilisation populaire » pourrait... transformer les grands partis opportunistes, il se porte garant auprès de l'extrême gauche de la capacité d'évolution de ceux-ci (le PC ne s'est-il pas découvert, récemment, une âme autogestionnaire?), de même qu'il se porte garant auprès du réformisme de la possibilité d'entraîner les gauchistes dans son sillage. C'est ce rôle de courtier général, facilité par les rêves gradualistes entretenus en commun avec une bonne partie des groupes d'extrême gauche et par le lien matériel de ses ailes scissionnistes qui sont venues les rejoindre, qui en fait un artisan privilégié de la subordination de ceux-ci au réformisme.

et dénoncer les compromissions des partis de « collaboration de classes » et leur éventuel gouvernement, qu'on peut même aller jusqu'à qualifier de « gouvernement bourgeois » (grande victoire de l'OCT à la table des négociations...): tous ces mots « de gauche » ne pèsent pas lourd à côté d'une action et d'une propagande entièrement axées sur l'idée qu'il s'agit malgré tout et avant tout « en chassant la majorité de droite, de porter un coup sévère à la bourgeoisie et à son régime, d'améliorer le rapport de forces en faveur des travailleurs et de créer de meilleures conditions au développement de leurs luttes et de leur auto-organisation ». Qu'on l'appelle « ouvrier » ou qu'on l'appelle « bourgeois », le gouvernement de gauche serait donc pour ces Messieurs un « meilleur » gouvernement, comme la gauche bourgeoise serait « meilleure » que la droite: théorie qui, historiquement, a toujours joué un rôle désastreux pour le prolétariat, détourné ainsi de ses buts propres, pour être mis à la remorque de telle ou telle fraction ou solution gouvernementale bourgeoise.

A partir de ces postulats communs, l'interprétation que donnent les différentes composantes du cartel « Pour le socialisme » diffère évidemment selon leur nature, leurs traditions, leur évolution propre. Ainsi, toute la propagande d'un groupe comme la LCR tend à faire croire qu'il suffirait, « pour que cela change vraiment », d'un gouvernement PC-PS qui rompe avec les radicaux et gaullistes de gauche, chasse Giscard, abroge la constitution de 58, s'engage à satisfaire les revendications immédiates (cf. Rouge, n° 256). La conclusion qui s'impose d'elle-même, pour le lecteur moyen, c'est qu'il n'y a plus

besoin de révolution pour « changer la vie »; on est sur le même terrain que le PC, celui de la réforme du capitalisme, avec une simple surenchère à gauche.

La trajectoire accélérée de la direction de la LCR, sur le plan des principes, vers un centrisme classique, à la Kautsky, se traduit dans la pratique par un alignement toujours plus accentué sur des recettes, et même un langage, qui étaient autrefois l'apanage de l'OCT: « unité ouvrière » assimilée à l'unité des « organisations ouvrières » (cf. Le Prolétaire, n° 251), lettres ouvertes au PC pour réclamer son « désistement sans conditions » pour le PS au second tour, etc. Il est dès lors bien facile pour un groupe comme l'OCT — qui garde encore un souvenir des origines spontanistes de Révolution! — de se démarquer de la LCR par ses critiques verbales.

Mais si l'OCT reproche à sa partenaire d'« entretenir des illusions » sur la question de l'unité ouvrière et de « déléguer aux partis réformistes le soin d'appliquer un programme élaboré par les révolutionnaires » (L'Étincelle, n° 40), si elle invite les travailleurs à « ne faire aucune confiance aux partis réformistes » et à ne « compter que sur leurs propres forces », elle n'en est pas moins gradualiste que la LCR, avec laquelle elle partage sinon les mots, du moins la pratique, viscéralement suiviste vis-à-vis de l'opportunisme, le mépris des principes révolutionnaires, la perspective utopique du « gouvernement au service des travailleurs », et la tactique désastreuse qui consiste à combattre une fraction de la bourgeoisie au lieu de la bourgeoisie tout entière, un type de gouvernement au lieu de l'Etat bourgeois.

LCR-OCT-CCA : « chasser la droite » ou combattre l'Etat bourgeois ?

Les trois groupes qui se présentent aux élections sous le sigle « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », ont beau qualifier le PSU de centriste et déplorer ce qu'ils appellent ses « ambiguïtés », ils partagent avec lui l'essentiel: le mythe de l'émancipation prolétarienne par les voies gradualistes, démocratiques et spontanistes.

Dans la plate-forme électorale LCR-OCT-CCA de 1978, la question-clé du marxisme, celle du pouvoir, de l'Etat, est à ce point escamotée que le terme même de « révolution » a littéralement disparu (sans parler de l'insurrection, de la destruction de l'Etat bourgeois, de la terreur, etc.).

L'affrontement violent entre les deux classes ennemies, qui ne peut prendre la forme que de l'insurrection armée et de la guerre civile, est remplacé par tout un ingénieux processus à étapes.

Au centre de ce processus, une vaste figure allégorique: le « gouvernement au service des travailleurs s'appuyant sur la mobilisation et l'auto-organisation des masses ». Ainsi donc, les masses « s'auto-organisent »... Voilà déjà escamoté le problème du parti (les trotskystes, pourtant, n'expliquaient-ils pas tout par la « crise de la direction révolutionnaire »?). Quant à ce gouvernement au service des travailleurs, serait-ce un autre nom plus « pédagogique » pour la dictature

du prolétariat? Non, nous répond-on, c'est autre chose. Il pourrait donc y avoir un gouvernement « au service des travailleurs » qui ne serait pas la dictature du prolétariat? Voilà déjà une étonnante nouveauté chez des gens qui se prétendent « marxistes ».

Mais ce n'est pas tout. Ce gouvernement est-il issu des urnes, ou bien de l'insurrection? La réponse est vague: il est issu d'un « affrontement avec l'appareil d'Etat bourgeois ». Affrontement armé ou non? Point de réponse: nos « révolutionnaires » sont bien trop délicats pour ennuyer leurs lecteurs avec des détails aussi vulgaires. Mais s'il est armé, sachant qu'il est selon nos savants stratégies l'aboutissement d'un vaste mouvement des masses, comment l'appeler, sinon insurrection? Et si le prolétariat s'insurge en armes, quel autre objectif peut-il avoir que d'instaurer sa dictature de classe, au lieu d'on ne sait quel vague « gouvernement au service des travailleurs »? Ou bien alors, cet affrontement n'est pas armé. Mais alors, la bourgeoisie pourrait laisser s'installer sans recourir aux armes et à toute la puissance de feu de son Etat un gouvernement qui soit réellement « au service des travailleurs »?

Encore un insondable mystère. D'autant que ce gouvernement sera chargé d'« expropriation des grands moyens de production et des banques » pour instaurer « le contrôle et la gestion directe des masses dans le cadre d'une planification démocratique de l'économie », « épurer l'administration, démanteler la hiérarchie militaire » et — écoutez bien — « armer les travailleurs »! C'est donc bien que les travailleurs n'étaient pas armés! Donc, les travailleurs non armés ont réussi à investir un Etat bourgeois armé jusqu'aux dents, et les voilà qui se mettent à démanteler la hiérarchie militaire, épurer l'administration, expropriation le grand capital, etc.; après quoi, une fois les armes prises dans les arsenaux dont MM. les généraux auront bien voulu tenir les clés à leur disposition, ce ne sera plus qu'un jeu d'enfant de passer à la phase ultérieure, la dictature du prolétariat.

Le lecteur aura compris qu'on nage en plein délire. En réalité, si la question du pouvoir est si incroyablement confuse, c'est que pour l'immédiatisme de gauche, tout comme pour le vieux réformisme à la Bernstein, « le but n'est rien, le mouvement est tout ». La plate-forme LCR-OCT-CCA se garde bien de donner une quelconque définition du « but » — le socialisme — dont elle affirme pourtant qu'il serait l'unique solution à la crise, et se contente de laisser entendre qu'il « n'a rien à voir » avec les régimes existant en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est où « toute expression des masses est étouffée ». Par contre, le « mouvement », aujourd'hui, commande de « chasser la droite ». C'était déjà, paraît-il, l'enjeu de 1977, c'est celui de 78: « Il faut en finir avec le régime des Giscard, des Barre et des Chirac ». Par le tour de passe-passe habituel, tous les maux inhérents au capitalisme et à la dictature de la bourgeoisie sont attribués à un « régime », celui du gouvernement actuel, ou, tout au plus, celui de la V^e République et de la Constitution de 1958: « Giscard-Barre c'est la vie chère », « Giscard-Barre c'est le chômage », « Giscard-Barre c'est la répression ».

Après quoi, on pourra proclamer bien fort que l'« austérité de gauche » ne vaudra pas beaucoup mieux que l'« austérité de droite »

La question du gouvernement de gauche

Quelles que soient par ailleurs leurs divergences, tous ces courants centristes cherchent à faire croire à la classe ouvrière qu'un « gouvernement de gauche » serait par principe préférable à un « gouvernement de droite ». Mais seraient-ils capables, par hasard, ces amateurs d'expérience concrète, de citer un seul exemple de « gouvernement de gauche » qui n'ait pas joué, dans l'histoire, un rôle antiprolétarien? Au gouvernement comme à l'opposition, la fonction de ceux que Lénine appelait les partis ouvriers bourgeois est d'être les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, de mettre celle-ci à la remorque de programmes, de principes, d'objectifs bourgeois. Si la classe dominante les appelle au gouvernement, c'est tout simplement que les développements de la lutte de classe font que c'est au gouvernement qu'ils rempliront alors le mieux leur fonction. Comment croire, à moins d'être fou, que leur victoire électorale « désorganiserait l'état-major », même « actuel », « de la bourgeoisie »?

Nous n'avons jamais prétendu, à la manière de l'Internationale stalinisée de la « troisième période », qu'il faudrait combattre les partis ouvriers bourgeois plus que la bourgeoisie elle-même, ni, à la manière des indifférentistes, qu'il n'y aurait aucune différence entre gouvernement de gauche et gouvernement de droite, même si leur objectif — la conservation bourgeoise — est identique. Mais précisément cette différence fait que, contrairement au gouvernement de droite, qui est celui de l'ennemi de classe ouvert, le gouvernement de gauche (surtout lorsque y participent des partis opportunistes) jouit, sinon de la confiance, du moins d'un préjugé favorable des masses à ses débuts. Et c'est bien ce qui le rend si précieux pour la bourgeoisie!

Les révolutionnaires peuvent subir l'intermède d'un gouvernement de gauche parce qu'ils n'ont pas encore la force d'abattre l'Etat bourgeois; ils ne doivent jamais cacher aux prolétaires que ce gouvernement ne peut avoir qu'une mission historique: sauver la bourgeoisie dans les périodes de tension révolutionnaire, lui assurer un répit dans les périodes simplement « difficiles »

mais où les masses peuvent tendre à se radicaliser, en répandant parmi elles l'illusion qu'une « alternative de gauche » dans le cadre de la démocratie bourgeoise améliorerait leur sort; lui permettre de gagner du temps pour préparer sa réaction en profitant du crédit que ces partis ont pu garder, et de leurs capacités à entraîner les ouvriers au sacrifice, fût-ce en leur accordant temporairement quelques miettes économiques si la crise le permet, mais en s'efforçant de s'en servir pour mieux les ligoter au système capitaliste et à l'Etat bourgeois au moyen de toutes les procédures contractuelles destinées à amortir les heurts et à étouffer les grèves.

Si donc l'expérience d'un gouvernement de gauche peut, dans certaines circonstances et à certaines conditions, être utile, ce n'est jamais parce qu'un tel gouvernement accorderait au prolétariat une plus grande liberté... pour préparer la révolution, ou parce qu'il fournirait des « bases » pour aller au socialisme, encore moins parce qu'il représenterait on ne sait quelle « étape intermédiaire » vers la prise du pouvoir. C'est uniquement dans la mesure où il pourrait permettre au prolétariat de se débarrasser de ses illusions à l'épreuve des faits, et de se convaincre qu'il n'y a en définitive pas d'autre voie pour son émancipation que celle de la dictature du prolétariat.

Mais cela n'est possible que si le parti révolutionnaire a clairement prévenu le prolétariat de ce que serait un « gouvernement de gauche » et lui a clairement opposé la perspective communiste. Comment utiliser l'expérience du gouvernement de gauche dans un sens révolutionnaire, si on ne l'a pas dénoncé et combattu à l'avance en tant que solution purement bourgeoise et anti-ouvrière? Comment combattre les illusions des masses si on les a auparavant encouragées en présentant un tel gouvernement comme un progrès? Comment ne pas voir que le refus de combattre à l'avance cette solution bourgeoise sous le prétexte suiviste qu'« il faut que les masses fassent elles-mêmes leur expérience » (ou encore « par solidarité avec la volonté de la majorité des travailleurs ») ne pourrait aboutir qu'à la démoralisation et à la désorganisation du prolétariat?

« Toutes les « formes de gouvernement » transitoires en régime capitaliste ne sont que des variétés de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire de la dictature de la bourgeoisie ».

(Lénine, La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky).

« L'unité avec l'opportunisme, c'est l'unité du prolétariat avec sa bourgeoisie nationale, c'est-à-dire la subordination à cette dernière et la scission de la classe ouvrière révolutionnaire et internationale ».

(Lénine, L'opportunisme et la faillite de la II^e Internationale).

« L'opportunisme des couches supérieures de la classe ouvrière n'est pas du socialisme prolétarien, mais du socialisme bourgeois. La pratique a démontré que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent aux courants opportunistes défendent la bourgeoisie mieux que les bourgeois eux-mêmes. S'ils n'étaient pas eux à la tête des ouvriers, la bourgeoisie ne pourrait pas survivre ».

(Lénine au II^e Congrès de l'Internationale communiste, juillet 1920).

Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises

C'est le titre de la dernière brochure parue dans la série « Le Prolétaire ». Lecteurs, sympathisants, passez commande! Diffusez-la autour de vous!

Prix : 4 F.

programme communiste

N° 75 - Déc. 77

- L'Internationale des flics au travail
- Sur le fil du temps : Espace contre ciment
- Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine
- En mémoire d'Ernesto « Che » Guevara
- Note de lecture : L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927

